



Fermeture de la Brigade des Douanes d'Hirson : une erreur Historique !

Le 16 novembre 2015, le Président de la République annonçait devant le congrès, suite aux attentats de Paris, la création de 1 000 postes de douaniers pour surveiller les frontières de notre territoire.

Depuis 10 ans, la Douane sert de variable d'ajustement aux contraintes budgétaires de l'état (6 000 emplois en moins en 20 ans).

Alors que notre administration est exsangue et que les mailles du filet sont tellement lâches que notre dispositif devient par endroit, une véritable passoire, nous avons espoir de voir enfin la raison l'emporter.

Hélas, non ! Le ministre du budget a entériné la fermeture des services douaniers d'Hirson, une décision que nous étions parvenus à reporter depuis 2012 mais qui se concrétise aujourd'hui en plein état d'urgence !

Non seulement ce service douanier devrait être maintenu, mais il devrait être renforcé !

Le 25 mars, les douaniers d'Hirson, accompagnés des représentants du personnel, se sont rendus au siège de la Direction Interrégionale de Lille pour s'entendre signifier, au cours du « Comité Technique » : **que la fermeture est actée et surtout, que l'administration veut aller vite ! Craignant sans doute que la population ne se rende compte du danger d'une telle décision...**

Aux larmes citoyens !

- Alors qu'au regard des tous derniers événements, nous savons que la Belgique est la base arrière des réseaux terroristes qui commettent des attentats en France !
- Alors qu'on nous ressasse que la menace n'a jamais été aussi grande !
- Alors qu'on nous affirme que le rôle de l'état est avant tout de garantir la sécurité des citoyens !

L'administration des douanes s'apprête, en fermant la Brigade d'Hirson, à délaisser **120 km de frontière entre Maubeuge et Charleville-Mézières sans contrôle !**

Appelons à une mobilisation responsable

L'intersyndicale Cfdt CGT UNSA USD-FO a interpellé la presse et les élus : **« arrêtons de prendre les citoyens en otage pour des motifs basement comptables ! »**

Ces décisions gravissimes doivent cesser si nous voulons que de telles brèches ouvertes aux trafiquants et terroristes de tous poils ne soient pas la voie à d'autres drames. Notre combat ne fait que commencer !

L'intersyndicale a demandé une audience au préfet de département de L'Aisne et au préfet de la Région Nord-Pas de Calais-Picardie. Nous vous tiendrons informés des suites.